

Revenu et Travail pour les Jeunes Hommes et Femmes en Afrique : Une Approche d'Économie Politique et d'Équité Sociale Quant au Potentiel d'Emploi de Secteurs et Sous- Secteurs Spécifiques dans les Économies Africaines

Un Rapport de Synthèse sur les Études de Cas du
Kenya, du Sénégal et de l'Ouganda

John Mutenyo

Documents de travail GSYE-005

AFRICAN ECONOMIC RESEARCH CONSORTIUM
CONSORTIUM POUR LA RECHERCHE ÉCONOMIQUE EN AFRIQUE

*Apporter de la rigueur et des éléments de preuve à
l'élaboration des politiques économiques en Afrique*

Revenu et Travail pour les Jeunes Hommes et Femmes en Afrique : Une Approche d'Économie Politique et d'Équité Sociale Quant au Potentiel d'Emploi de Secteurs et Sous- Secteurs Spécifiques dans les Économies Africaines

**Un Rapport de Synthèse sur les Études de Cas du
Kenya, du Sénégal et de l'Ouganda**

Par

John Mutenyo

CETTE ÉTUDE DE RECHERCHE a été rendue possible grâce à une subvention du Consortium pour la Recherche Economique en Afrique. Toutefois, les conclusions, opinions et recommandations sont celles de l'auteur et ne reflètent pas nécessairement les points de vue du Consortium, de ses membres individuels ou du Secrétariat du CREA.

Publié par : Le Consortium pour la Recherche Economique en Afrique
B.P. 62882 - City Square
Nairobi 00200, Kenya

© 2023, Consortium pour la Recherche Economique en Afrique.

Table des matières

Liste des tableaux

Liste des figures

Liste des abréviations et acronymes

Résumé

Remerciements

1.	Introduction	1
2.	Méthodologie et données	8
3.	Résultats	17
4.	Conclusion et recommandation politique	30
	Remarques	34
	Références	35

Liste des tableaux

1.	Résumé des efforts des pays pour réduire le chômage des jeunes	5
2.	Objectifs des études de cas par pays	6
3.	Classification des liens forts et faibles en amont et en aval.	10
4.	Résumé de la méthodologie	15
5.	Impact sur le PIB, l'emploi à temps plein des jeunes et des femmes suite à une augmentation de la demande de 10 milliards de s hillings ougandais.	21
6.	Tableau 6 : Effets marginaux pour la participation au marché du travail	23
7.	Multiplicateurs de production linéaires pour la MCS du Kenya 2015	24
8.	Estimations des déterminants de la qualité de l'emploi	28
9.	Secteurs présentant un potentiel pour l'emploi des jeunes	30

Liste des figures

1.	Liens en amont et en aval	19
2.	Emploi des jeunes et multiplicateurs de production	20
3.	Estimation de Kernel sur les inégalités d'emploi	22
4.	Secteur d'activité employeur des jeunes	26
5.	Indice moyen de qualité de l'emploi par secteur d'activité	27

Liste des abréviations et acronymes

ADEPME	Agence de développement et d'Encadrement des Petites et Moyennes Entreprises
AJEB	Agence pour l'Emploi des Jeunes des Banlieues
ANAMA	Agence Nationale d'Appui aux Marchands Ambulants
ANEJ	Agence Nationale de l'Emploi des Jeunes
ANIDA	Agence Nationale d'Insertion et de Développement Agricole
ANPEJ	Agence nationale Pour la Promotion de l'Emploi des Jeunes
APDA	Agence pour la Promotion et le Développement de l'Artisanat
BTVET	Enseignement et formation professionnels, techniques et commerciaux
COVID-19	Pandémie du COVID -2019
DER	Délégation de l'entreprenariat rapide
EAPE	Enquête sur l'amélioration des politiques de l'emploi
ENES	Enquête Nationale sur l'Emploi au Sénégal
FNPJ	Fonds National de Promotion des Jeunes
FTE	Équivalent temps plein
GDP	Produit Intérieur Brut
IDRC	Centre international de recherche sur le développement
ILO	Organisation internationale du travail
IMF	Fonds Monétaire International
IMR	Ratio inverse de Mills
IV	Variable instrumentale
KNBS	Office national des statistiques du Kenya
KYEP	Programme kenyan d'autonomisation des jeunes
LFPR	Taux de participation au marché du travail
NSEA	Accord national Etat-employeur
OLS	Moindres Carrés Ordinaires
PAP	Plan d'Actions Prioritaires

PSM	Appariement des scores de propension
SAM	Matrice sociale de comptabilité
SACCOs	Coopératives d'épargne et de crédit
SSA	Afrique sub-saharienne
SUT	Tableaux d'approvisionnement et d'utilisation
UIA	Autorité d'investissement de l'Ouganda
UNDP	Programme des Nations unies pour le développement
UNHS	Enquête nationale auprès des ménages ougandais
YEDF	Fonds de développement des entreprises des jeunes
YESA	Programme d'emploi des jeunes à l'étranger

Résumé

La question de l'emploi des jeunes reste une préoccupation majeure en Afrique, notamment au Kenya, au Sénégal et en Ouganda, bien que ces pays aient mis en œuvre plusieurs initiatives pour réduire le chômage des jeunes. Les données recueillies dans ces trois pays suggèrent que les programmes d'emploi ont eu un impact limité sur l'emploi des jeunes. Cette étude collaborative a donc été mise en place pour : i) identifier les secteurs économiques ou les chaînes de valeur prometteurs pour la création d'emplois pour les jeunes hommes et femmes dans certains pays d'Afrique ; ii) déterminer les conditions spécifiques au pays requises pour que le secteur privé local et étranger investisse dans ces secteurs ou chaînes de valeur ; iii) identifier les acteurs spécifiques au pays qui sont indispensables pour créer ces conditions qui améliorent ou réduisent la sécurité des investissements ; et iv) explorer les moyens de promouvoir l'égalité d'accès et d'opportunités pour les jeunes à ces nouvelles sources de travail et de revenus, en abordant les inégalités liées au sexe, au contexte socio-économique et au lieu de résidence.

Pour atteindre les objectifs ci-dessus, une série d'activités interdépendantes ont été entreprises, notamment l'utilisation d'analyses qualitatives et quantitatives, les modèles multiplicateurs utilisant la matrice de comptabilité sociale (MCS) et les enquêtes nationales auprès des ménages (ENM) des pays respectifs, et l'analyse de régression.

Les résultats relatifs au Sénégal ont révélé que la majorité des emplois occupés par les jeunes sont concentrés dans l'agriculture, le commerce et la fabrication. Mais en raison des faibles revenus, la plupart des jeunes employés dans ces trois secteurs travaillent moins d'heures que la norme et cherchent un travail supplémentaire ailleurs. Les résultats économétriques ont montré que les jeunes hommes et femmes travaillant dans le secteur du commerce sont plus susceptibles d'avoir des emplois de meilleure qualité, ce qui indique que le secteur du commerce offre de meilleures opportunités d'emploi pour les jeunes que les autres secteurs. Les résultats ont également montré que les programmes d'aide à l'emploi permettent aux jeunes bénéficiaires d'accéder à des emplois de meilleure qualité que les non-bénéficiaires.

Les résultats obtenus en Ouganda montrent que les jeunes femmes sont plus nombreuses à travailler dans des activités indépendantes non agricoles, tandis que les jeunes hommes sont principalement employés dans des activités salariées non agricoles. En outre, l'étude montre que le travail agricole emploie la plupart des jeunes

par rapport aux autres secteurs. Par ailleurs, les résultats montrent que le travail indépendant non agricole est une source importante d'emploi pour les jeunes dans toutes les régions de l'Ouganda. Les secteurs tels que la production de cultures de rente (café et thé), l'industrie légère, la construction, l'agroalimentaire, la finance et l'assurance, et le tourisme sont les plus susceptibles de créer des emplois pour les jeunes en Ouganda.

Les résultats relatifs au Kenya ne sont pas très différents de ceux du Sénégal et de l'Ouganda. Les résultats indiquent que l'agriculture, le transport, le commerce, la construction et l'éducation ont le plus fort potentiel de création d'emplois pour les jeunes. Les activités à fort potentiel de création d'emplois sont l'élevage, les légumes (horticulture), la production de riz, la production de textiles et de chaussures, et les hôtels et restaurants.

L'étude recommande d'augmenter les programmes d'aide à l'emploi pour améliorer l'employabilité des jeunes dans les secteurs offrant des emplois de qualité au Sénégal. D'autre part, la promotion de la valeur ajoutée et le soutien à l'agro-transformation, la substitution des importations et le soutien aux entreprises qui utilisent des intrants locaux sont recommandés afin de créer des opportunités d'emploi pour les jeunes en Ouganda. En outre, en raison de l'interdépendance entre les différents secteurs où l'expansion d'un secteur a des liens en amont et en aval avec les autres secteurs, il serait donc important d'adopter une approche multisectorielle globale dans la stratégie de création d'emplois au Kenya. De plus, comme les activités économiques varient d'un comté à l'autre, il est important de stimuler les activités pour lesquelles chaque comté et bloc économique possède un avantage comparatif afin de garantir une création d'emplois durable pour les jeunes.

De façon générale, les politiques devraient être holistiques afin d'englober l'ensemble de la chaîne de valeur des secteurs identifiés. Par exemple, soutenir le secteur agricole pour débloquer le potentiel d'emploi des jeunes et des femmes nécessiterait des efforts complémentaires d'investissement dans l'agro-transformation pour créer un marché et ajouter de la valeur aux produits agricoles. De même, l'industrialisation nécessiterait des investissements complémentaires dans les secteurs qui fournissent des intrants.

Remerciements

Je souhaite exprimer ma profonde reconnaissance au Consortium pour la recherche économique en Afrique (CREA) pour tout le soutien qui a rendu possible la réalisation de cette recherche. Je suis également éternellement reconnaissant au Secrétariat INCLUDE pour son soutien technique et financier, ainsi que le Forum de recherche économique (ERF) et à l'Institut de développement d'outre-mer (ODI) pour leur soutien intellectuel. J'aimerais également remercier les personnes ressources qui ont guidé l'ensemble du processus par des commentaires et suggestions approfondis qui ont façonné cette étude du début à la fin. Les conclusions et les opinions exprimées dans ce document sont exclusivement celles de l'auteur. Elles ne représentent pas nécessairement les vues du CREA ou de toute autre organisation liée à ce projet. L'auteur est donc seul responsable du contenu et des erreurs de ce document.

1. Introduction

Suite aux programmes d'ajustement structurel du début des années 1980 et 1990, la plupart des pays africains, sur les conseils de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international (FMI), ont réduit les effectifs de leur fonction publique en procédant à des réductions et à des départs volontaires à la retraite et en suspendant les recrutements dans la fonction publique, laissant ainsi la place au recrutement dans le petit secteur privé. Par ailleurs, les conflits sociopolitiques, les guerres interethniques et les guerres civiles dans plusieurs pays, qui ont détruit le tissu économique, ont aggravé la situation. De plus, la croissance démographique a multiplié par cinq la population africaine entre 1960 et 2020 (PNUD, 2019), aggravant ainsi la situation du chômage. Avec des taux de chômage atteignant 40 % dans certains pays africains, l'intégration des jeunes dans des emplois productifs est devenue un défi majeur (Programme des Nations unies pour le développement [PNUD], 2015). La jeunesse africaine constitue les deux tiers de sa population, donc le plus grand groupe d'entrants sur le marché du travail. On estime que près de 500 000 à 800 000 jeunes entrent chaque année sur le marché du travail kenyan. Le rapport de la Banque mondiale sur le chômage au Kenya en 2015 indique que le pays doit créer 900 000 nouveaux emplois par an entre 2015 et 2025 pour absorber le nombre élevé de jeunes qui rejoignent le marché du travail. En Ouganda, on estime que plus de 400 000 jeunes entrent sur le marché du travail et se concurrencent pour 9 000 emplois par an. Selon les estimations, plus de 100 000 jeunes entrent sur le marché du travail sénégalais chaque année ; mais les opportunités limitées d'emploi formel et décent poussent la plupart d'entre eux à travailler dans le secteur informel (PAP, 2019-23). En effet, la quasi-totalité (90 %) des jeunes opèrent dans l'économie informelle, où l'on observe généralement une grande insécurité de l'emploi, tant au niveau des conditions de travail que de la rémunération (Organisation internationale du travail (OIT), 2015, Organisation internationale du travail [OIT], 2018.).

Malheureusement, selon l'Organisation internationale du travail (OIT, 2017), même si les perspectives de l'économie mondiale semblaient prometteuses, notamment avant l'apparition de la pandémie de COVID-19, elles ne se sont pas accompagnées de créations d'emplois, et les jeunes risquent d'être davantage confrontés au chômage. Pire encore, le taux de chômage mondial des jeunes est trois fois supérieur à celui des adultes, et au cours des deux dernières décennies, on a constaté une baisse significative du taux de participation à la population active (TPA) des jeunes, qui est passé de 55,0 % en 1997 à 45,7 % en 2017 (OIT, 2017).

Les pays africains sont confrontés à une hausse du chômage parmi leurs jeunes, le chômage étant plus élevé chez les jeunes femmes. Les jeunes, hommes et femmes, sont confrontés à de nombreux défis lorsqu'ils rejoignent le marché du travail, notamment l'obtention d'un emploi et, surtout, d'un emploi décent qui leur permettrait de vivre au-dessus du seuil de pauvreté. S'ils ont de la chance et trouvent un emploi, la majorité d'entre eux travaillent dans le secteur informel, ce qui les maintient sous le seuil de pauvreté. On estime que plus de 98 % des jeunes d'Afrique subsaharienne (ASS) qui trouvent un emploi sont dans le secteur informel (OIT, 2017 ; van Waeyenberge & Bargawi, 2018). Les pays d'Afrique subsaharienne, en particulier, sont également confrontés à de nombreuses difficultés en matière d'emploi. Le marché du travail est caractérisé par une grande précarité, 72% des emplois étant vulnérables et entre 34% et 72% étant informels. Plus de 87 % des jeunes Ougandais occupent des emplois précaires, à faible revenu et souvent dangereux dans le secteur informel ou dans des activités familiales génératrices de revenus, peu ou pas rémunérées du tout. On suppose également que le système éducatif actuel de l'Ouganda, tout comme celui de nombreux pays africains, peut empêcher les jeunes d'acquérir les compétences pertinentes compatibles avec les exigences du marché du travail. Par conséquent, les jeunes Ougandais restent très sensibles à l'évolution des opportunités de travail et connaissent des transitions difficiles entre l'école et les emplois décents, qui sont extrêmement rares.

Le problème du chômage des jeunes a été identifié au niveau mondial comme une bombe à retardement (The Guardian, 2013), en particulier pour les pays en développement dont la composition démographique est de plus en plus orientée vers une population plus jeune. Ce phénomène a été mis en évidence lors du soulèvement du printemps arabe, où les jeunes ont été au centre du problème en raison du manque d'emplois et de moyens de subsistance décents. L'agitation sociale qui a débouché sur un soulèvement de masse a eu des effets dévastateurs sur les économies. Ainsi, la création d'emplois décents pour les jeunes afin de leur permettre de gagner leur vie est un moyen important d'éviter de tels conflits. L'Agenda 2030 pour le développement durable met l'accent sur l'emploi productif et le travail décent pour les jeunes. L'Agenda reconnaît que, pour réduire la pauvreté, promouvoir la croissance économique, la paix et la prospérité pour tous, il est indispensable de créer des emplois décents pour les jeunes.

L'analyse de la durée du chômage au Sénégal selon le niveau d'instruction révèle que les jeunes ayant fait des études supérieures sont plus touchés par le chômage de longue durée. Ils sont suivis par les jeunes diplômés du primaire (62%) et du secondaire (52%). Le pourcentage de jeunes en chômage de longue durée est plus faible chez les jeunes non instruits (41%), tout cela montre que les jeunes diplômés sont plus susceptibles de rester au chômage (Document de politique nationale de l'emploi mis à jour en 2017, cité par le BIT, 2018). Ce constat peut être contre-intuitif car les jeunes non-diplômés ont tendance à rarement refuser des offres d'emploi en raison de leurs faibles attentes salariales, contrairement aux diplômés qui sont plus exigeants. Ces derniers peuvent être amenés, dans des cas extrêmes, à rester au

chômage. Par ailleurs, cette situation reflète également une capacité d'absorption limitée du marché du travail formel. Le marché informel est en effet plus solvable du fait de sa plus grande disponibilité à recruter " ses étudiants " à la fin de leur apprentissage. L'emploi informel massif et le taux de chômage élevé des jeunes (la faible employabilité des jeunes dans le secteur formel) s'expliquent en partie par la faible adéquation de la formation des jeunes aux besoins du marché (BIT, 2018).

Pour relever le défi de l'emploi des jeunes, de nombreux pays africains ont mis en œuvre des programmes actifs sur le marché du travail qui permettent aux jeunes d'accéder à un emploi rémunéré ou à un emploi indépendant. Par conséquent, les politiques de l'emploi axées sur le recrutement des jeunes dans la fonction publique et les entreprises publiques ont évolué vers des politiques actives de l'emploi qui visent à lutter contre le chômage sur le plan économique en s'attaquant aux causes du chômage, et des politiques passives de l'emploi qui visent à lutter contre le chômage sur le plan social en s'attaquant aux conditions de vie des chômeurs. Ces programmes comprennent de nouvelles composantes telles que la formation professionnelle, l'intermédiation et le soutien à l'esprit d'entreprise. Par exemple, le gouvernement du Kenya, avec le soutien de diverses parties prenantes, a pris des mesures à court, moyen et long terme pour la création d'emplois. Les interventions à court et moyen terme comprenaient des programmes tels que le "Kazi kwa Vijana ou des emplois pour les jeunes", les infrastructures et le développement rural. D'autres mesures ont été prises pour créer des emplois pour les jeunes, notamment le Programme d'emploi des jeunes à l'étranger (YESA), le Fonds de développement des entreprises des jeunes (YEDF) et le Programme d'autonomisation des jeunes du Kenya (KYEP). Cependant, le chômage et le sous-emploi des jeunes restent des obstacles majeurs à la pleine utilisation des ressources humaines, malgré une croissance économique relativement forte.

Le Sénégal a également entrepris plusieurs initiatives pour aborder la question de l'emploi et de l'employabilité des jeunes. Cela s'est traduit par la création de plusieurs agences et fonds, notamment : L'Agence nationale pour l'emploi des jeunes (ANEJ), l'Agence pour l'emploi des jeunes en banlieue (AJEB), l'Agence nationale d'appui aux commerçants ambulants (ANAMA), et le Fonds national de promotion de la jeunesse (FNPJ). Ces initiatives, aussi importantes soient-elles, se sont révélées inefficaces, ce qui a conduit à la coordination des actions en faveur de l'emploi des jeunes au sein d'une structure unique appelée Agence nationale pour la promotion de l'emploi des jeunes (ANPEJ). Depuis sa création en 2014, on assiste également à une multiplication des intervenants avec de multiples programmes qui agissent directement et indirectement sur la politique de l'emploi, comme l'Agence nationale et l'encadrement des petites et moyennes entreprises (ADEPME), l'Agence nationale d'insertion et de développement agricole (ANIDA), la Délégation de l'entrepreneuriat rapide (DER), l'Agence pour la promotion et le développement de l'artisanat (APDA), le Programme de formation école-entreprise, ou encore la Convention nationale État-employeur signée en 1987 et renouvelée en 2000 et 2009. Malgré ces nombreuses interventions, il faut noter que le chômage des jeunes et la précarité de l'emploi

restent une grande préoccupation, comme en témoignent les statistiques nationales (BIT, 2018 ; Plan D'Actions Prioritaires (PAP), 2019-23 ; Enquête Nationale sur l'Emploi au Sénégal (ENES), 2017.

Pour répondre à cette situation, le gouvernement ougandais a tenté de réduire le problème de l'emploi des jeunes en concevant et en mettant en œuvre un certain nombre de stratégies. Parmi celles-ci, citons i) Créer un climat d'investissement favorable. La création de l'Autorité d'investissement de l'Ouganda (UIA) au début des années 1990 visait à fournir un centre d'investissement unique aux investisseurs potentiels qui créeraient ensuite des emplois pour les Ougandais locaux, en particulier les jeunes. ii) Promotion des compétences techniques parmi les jeunes. Depuis 1997, le gouvernement s'est lancé dans la requalification des jeunes en remaniant les programmes d'enseignement secondaire et en promouvant délibérément l'éducation et la formation commerciales, techniques et professionnelles (BTVET). L'objectif était d'autonomiser les jeunes, en particulier ceux qui abandonnent l'école ou ceux qui ne sont pas en mesure d'accéder aux établissements d'enseignement supérieur. Malheureusement, le nombre d'inscriptions dans ces établissements reste faible et la plupart d'entre eux ne disposent pas des infrastructures nécessaires, comme des laboratoires, de sorte que les étudiants se retrouvent avec des théories et peu de compétences pratiques ; iii) compétences en matière d'entrepreneuriat : le gouvernement a mis l'accent sur l'enseignement de l'entrepreneuriat dans les établissements d'enseignement supérieur afin de doter les jeunes de compétences en matière de gestion d'entreprise comme stratégie d'auto-emploi au cas où ils ne parviendraient pas à trouver un emploi salarié ; et iv) Fonds pour les moyens de subsistance des jeunes et SACCO (coopératives d'épargne et de crédit) pour les jeunes. Ce programme a été développé pour les jeunes chômeurs et pauvres du pays. Le programme a débuté en 2013, ciblant les jeunes âgés de 18 à 30 ans et couvrant 112 districts. Les principaux objectifs du programme étaient de fournir aux jeunes des compétences professionnelles en tant qu'outils pour l'auto-emploi et de faire de l'entrepreneuriat des jeunes une compétence de vie et une partie intégrante des moyens de subsistance des jeunes. Les groupes de jeunes ont reçu un soutien et des fonds de roulement sans intérêt à condition qu'ils lancent un projet entrepreneurial. L'obtention d'un prêt ne nécessitait pas de garanties, mais plutôt la création par les jeunes de coopératives d'épargne et de crédit (SACCO). Cependant, malgré ces interventions, le problème du chômage des jeunes est resté élevé en Ouganda, et probablement le plus élevé du continent.

Tableau 1 : Résumé des efforts des pays pour réduire le chômage des jeunes

Kenya	Sénégal	Ouganda
<ul style="list-style-type: none"> • <i>Kazi kwa Vijana</i> ou des emplois pour les jeunes". • Infrastructures et développement rural. • Programme d'emploi des jeunes à l'étranger (YESA). • Fonds de développement des entreprises des jeunes (YEDF). • Programme d'autonomisation de la jeunesse du Kenya (KYEPA). 	<ul style="list-style-type: none"> • Agence nationale pour l'emploi des jeunes (ANEJ). • Agence pour l'emploi des jeunes en banlieue (AJEB). • Agence Nationale d'Appui aux Marchands ambulants. (ANAMA). • Fonds National de Promotion des Jeunes (FNPJ). <p>Mais ces initiatives se sont avérées inefficaces, ce qui a conduit à la création de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Agence nationale pour la promotion de l'emploi des jeunes (APEJ). • Agence nationale et l'encadrement des petites et moyennes entreprises (ADEPME). • Agence Nationale pour l'Intégration et le Développement Agricole (ANIDA) • La Délégation à l'Entrepreneuriat Rapide (DER). • Agence pour la Promotion et le Développement de l'Artisanat (APDA). • Le Programme de formation école-entreprise. • Convention nationale État-employeur signée en 1987, renouvelée en 2000 et 2009. 	<ul style="list-style-type: none"> • Programme pour les agriculteurs ruraux. • Entandiikwa (programme de démarrage). • Bona baggagawale (Tous devraient s'enrichir), • Création de l'autorité d'investissement de l'Ouganda (UIA) au début des années 1990. • Promotion de l'éducation et de la formation commerciales, techniques et professionnelles (BTVET). • Enseignement de l'entrepreneuriat dans les établissements d'enseignement supérieur. • Fonds pour les moyens de subsistance des jeunes et les SACCO (coopératives d'épargne et de crédit) développées en 2013 à l'intention des jeunes. • Modèle de la paroisse (2022).

Source : D'après Dumas et al. (2022), Mutenyo et al. (2022) et Onsomu et al. (2022).

La création d'emplois est un objectif de développement majeur pour la plupart des économies africaines, compte tenu de l'augmentation de la population en âge de travailler sur le continent. Mais on ne sait toujours pas ce qui fonctionne pour soutenir les jeunes sur le marché du travail. C'est l'une des questions les plus courantes et les plus préoccupantes que se posent aujourd'hui les décideurs politiques et les praticiens. D'autres questions urgentes restent sans réponse : Quelles sont les interventions les plus efficaces pour stimuler l'emploi productif pour les groupes hétérogènes, en particulier les ruraux/urbains, les hommes/femmes, les handicapés/non handicapés, les instruits/non instruits, les qualifiés/non qualifiés, ceux qui ont accès au financement/aux ressources/aucun accès aux ressources. Dans quels secteurs et emplois les jeunes et les femmes sont-ils susceptibles d'être engagés ? Il est donc impératif d'identifier les secteurs susceptibles d'offrir aux jeunes des emplois décents et de concevoir des stratégies permettant la création d'emplois décents pour les jeunes.

{B} Objectifs de l'étude

Les principaux objectifs du projet visaient à

- i) Identifier les secteurs économiques ou les chaînes de valeur prometteurs pour la création d'emplois pour les jeunes hommes et femmes dans certains pays d'Afrique.
- ii) Déterminer les conditions spécifiques au pays nécessaires pour que le secteur privé local et étranger investisse dans ces secteurs ou chaînes de valeur.
- iii) Identifier les acteurs spécifiques au pays qui sont indispensables pour créer ces conditions qui améliorent ou réduisent la sécurité des investissements.
- iv) Explorer les moyens de promouvoir l'égalité d'accès et de chances pour les jeunes à ces nouvelles sources de travail et de revenus, en abordant les inégalités liées au sexe, au contexte socio-économique et au lieu de résidence.

Tableau 2 : Objectifs des études de cas des pays

Objectifs du pays	Kenya	Sénégal	Ouganda
i)	Identifier les secteurs et les activités les plus prometteurs qui ont le potentiel d'améliorer l'emploi des jeunes.	Définir et identifier les secteurs qui offrent des emplois de qualité sur la base d'une analyse descriptive.	Identifier les secteurs de croissance les plus prometteurs et les activités qui ont le potentiel d'améliorer l'emploi des jeunes, et pourquoi ?
ii)		Identifier les principales contraintes qui limitent l'accès des jeunes aux opportunités d'emploi dans ces secteurs.	Identifier les inégalités liées au sexe, à l'espace ou au contexte socio-économique, et leurs effets sur l'accès des jeunes à l'emploi dans les secteurs de croissance.
iii)		Évaluer l'impact des différents programmes de soutien à l'emploi (formation professionnelle, intermédiation professionnelle et soutien à l'entrepreneuriat) mis en œuvre par l'accord national État-employeur sur la qualité de l'emploi des jeunes dans les secteurs pourvoyeurs d'emplois.	Identifier les facteurs sous-jacents à l'accès des jeunes aux opportunités d'emploi dans les secteurs de croissance.

Source : D'après Dumas et coll. (2022), Mutenyo et coll. (2022), et Onsomu et coll.).

Pour atteindre les objectifs susmentionnés, une série d'activités interdépendantes ont été entreprises, notamment :

- i) **L'identification des secteurs économiques et des activités susceptibles de créer des emplois en Afrique : Quelle approche ?** Ce document de synthèse analyse les différentes approches qui ont été utilisées pour identifier les secteurs de croissance potentiels pour la création d'emplois pour les jeunes hommes et femmes dans certains pays d'Afrique.
- ii) **Travail et revenus pour les jeunes hommes et femmes en Afrique** : Similitudes et différences dans les secteurs et sous-secteurs d'emploi potentiels dans les économies africaines : Ce document de synthèse examine les similitudes et les différences de résultats entre les études de cas des pays en ce qui concerne le travail et le revenu des jeunes hommes et femmes en Afrique, ainsi que les secteurs et sous-secteurs spécifiques ayant un potentiel d'emploi.
- iii) **Secteurs de croissance, jeunesse et emploi : Défis et perspectives"** : Ce document de synthèse traite de la jeunesse et de l'emploi tout en soulignant les défis et les conditions qui conduisent au chômage des jeunes et les options politiques.

2. Méthodologie et données

Identifier les secteurs d'emploi les plus prometteurs au Kenya

Pour identifier les secteurs et activités les plus prometteurs susceptibles de créer des emplois pour les jeunes au Kenya, l'étude a utilisé le tableau des intrants et des extrants (I-O). Le tableau I-O fournit un cadre pour l'analyse des interrelations entre les industries d'une économie en termes de production et d'utilisation des produits. Le cadre I-O suppose que les intrants utilisés dans le processus de production d'un produit donné sont linéairement corrélés aux extrants de l'industrie et que les coefficients de production sont fixes à court terme (Commission européenne, 2008). Sous forme de tableau, le cadre des intrants et des extrants est présenté comme un tableau carré par branche d'activité, composé d'un nombre équivalent de colonnes et de lignes. Les mêmes lignes et colonnes représentent la production et l'utilisation d'un produit. Ainsi, chaque colonne représente une technique de production dans un tableau de coefficients intrants-extrants. Les colonnes du tableau des intrants et des extrants inverses de Leontief indiquent la quantité d'intrants (directs et indirects) nécessaires à tous les autres producteurs, générée par une unité de production (Commission européenne, 2008). Dans le cadre des intrants et des extrants, les deux identités suivantes doivent être respectées : (i) l'offre totale du produit/de la branche = l'utilisation totale du produit/de la branche ; et (ii) les intrants totaux du produit/de la branche = la production totale du produit/de la branche.

Méthodologie de l'étude sur l'Ouganda

Identifier les principaux secteurs de croissance

Pour identifier les secteurs et activités les plus prometteurs susceptibles de créer des emplois pour les jeunes en Ouganda, l'étude a utilisé le modèle multiplicateur de la matrice de comptabilité sociale (MCS).

La MCS est une version avancée du tableau des intrants et des extrants (I-O) et des tableaux d'approvisionnement et d'utilisation (SUT). La MCS est un cadre qui saisit les transactions (liens et fuites) entre tous les agents économiques du pays via

les marchés des facteurs et des produits (Round, 2003). La MCS 2016/17 fournit des informations agrégées sur tous les transferts et les transactions réelles relatives à la production, ainsi que sur la génération, la distribution et l'utilisation des revenus entre les secteurs et les institutions (y compris les différentes industries nationales, les groupes de ménages, les entreprises et les gouvernements) dans l'économie.

Le modèle multiplicateur utilise l'algèbre matricielle et l'algorithme pour développer des multiplicateurs en utilisant les fuites en amont et en aval intégrées dans la structure de l'économie. Les coefficients de Leontief sont transformés en un modèle de MCS personnalisé afin de pouvoir évaluer la réponse de l'économie aux chocs exogènes et l'impact sur l'emploi des jeunes et des femmes. L'emploi est mesuré en termes d'équivalent temps plein (ETP). Le modèle multiplicateur est utilisé pour créer un processus interactif et des effets de rétroaction entre les variables de l'instrument de politique (exogènes) avec les variables de la cible de la politique (endogènes) et les variables de fuite. Pour chaque choc exogène introduit dans le système, les revenus des comptes endogènes s'ajustent jusqu'au point où la somme des injections est égale à la somme des fuites.

Relier la main-d'œuvre des jeunes par sexe aux secteurs productifs

L'étude identifie d'abord les secteurs ayant le plus fort potentiel pour l'emploi des jeunes en utilisant les multiplicateurs de revenu du travail pour les jeunes travailleurs. Ensuite, elle s'étend pour saisir le nombre de jeunes employés par secteur en utilisant l'approche des équivalents temps plein (ETP). Après avoir dérivé les changements dans les comptes endogènes, ils sont utilisés pour dériver d'autres comptes comme le nombre d'employés classés par âge et par sexe. C'est à ce stade que l'étude met en œuvre les simulations politiques pertinentes.

En outre, l'étude fait une estimation des jeunes employés et des femmes employées dans des secteurs économiquement faibles, en calculant les fuites de multiplicateurs du système économique. Les paiements de variables endogènes à des variables exogènes au sein de la MCS sont classés comme des fuites car ils sortent du cadre endogène et cessent donc de contribuer au processus multiplicatif. Par exemple, les jeunes travailleurs et les femmes employés dans des secteurs ayant un contenu d'importation plus élevé sur le marché ; ceux-ci seraient faibles dans la création d'emplois car la plupart des efforts de création d'emplois sont exportés à travers la demande d'importation.

Ensuite, l'ampleur des fuites par secteur est corrélée à l'intensité des jeunes employés dans ces secteurs. Cela fournit des informations sur les politiques à suivre pour savoir où la plupart des jeunes sont employés et quelles sont les inégalités dans leur répartition entre les secteurs. Des simulations ont été élaborées avec des scénarios qui font passer les jeunes d'un secteur à l'autre afin d'évaluer l'impact sur leur bien-être économique et l'impact général sur l'économie.

Calcul des liens en amont et en aval pour les secteurs à forte intensité de main-d'œuvre.

Il est important d'identifier les moteurs des secteurs susceptibles d'employer les jeunes. Certains secteurs n'emploient peut-être pas une proportion importante de jeunes, mais ils peuvent avoir de solides liens en amont et en aval avec d'autres secteurs qui emploient une plus grande proportion de jeunes. Parra et Wodon (2009) montrent qu'un secteur ayant à la fois de forts liens en amont et en aval serait important pour accélérer la croissance économique et l'emploi. Ainsi, l'expansion de tels secteurs pourrait générer plus d'emplois pour les jeunes par rapport aux secteurs qui embauchent plus de jeunes mais dont les liens en amont et en aval sont faibles. Ceci est important pour l'orientation politique et peut donc être démystifié par le calcul des liens en amont et en aval pour chacun des secteurs.

L'étude considère qu'un secteur a un fort lien en amont ou en aval si son paramètre d'indice de lien est supérieur à 1. Ainsi, les secteurs avec des liens en amont et en aval supérieurs à 1 sont interprétés comme des secteurs clés qui peuvent stimuler la croissance économique et l'emploi dans l'ensemble de l'économie. Les secteurs dont les liens en amont sont inférieurs à 1 et les liens en aval supérieurs à 1 sont des secteurs orientés vers l'avenir, tandis que les secteurs dont les liens en amont sont supérieurs à 1 et les liens en aval inférieurs à 1 sont classés comme des secteurs orientés vers l'aval. Enfin, les secteurs dont les liens en amont et en aval sont inférieurs à 1 sont des secteurs faibles en termes de pertinence pour créer de la production et de l'emploi, en particulier pour les jeunes et les femmes. Ce critère de classification est présenté dans le tableau 3.

Tableau 3 : Classification des liens forts et faibles en amont et en aval.

		Liens en aval	
		Fort (>1)	Faible (< 1)
Liens en amont	Fort (>1)	(1) Secteurs clés avec de forts multiplicateurs de production et d'emploi	(2) Orienté vers l'avenir
	Faible(< 1)	(3) Orienté vers l'arrière	(4) Secteurs faibles avec de faibles multiplicateurs de production et d'emploi

Source : D'après Mutenyo et al. (2022).

Mesurer l'inégalité

Estimation des inégalités

Pour étudier les inégalités liées au sexe, à l'espace ou au contexte socio-économique, et leur effet sur l'accès des jeunes à l'emploi, l'étude a utilisé une analyse descriptive et une analyse empirique en estimant un modèle probit et un modèle Tobit. L'analyse

descriptive se concentre sur la participation des jeunes au marché du travail en tenant compte de l'aspect genre. De plus, les parts des ETP dans le temps total employé par secteur en analysant comment les individus répartissent leur temps entre les activités économiques en calculant la part du total des ETP enregistrés qui ont été alloués à un type d'emploi pour tous les individus dans un groupe donné. En outre, l'analyse porte sur le type d'emploi (agricole ou non agricole, salarié ou indépendant).

Par ailleurs, pour tenir compte du biais de sélection potentiel causé par le processus de décision en deux étapes de la LFP, un modèle probit à deux étapes a été estimé (Heckman, 1979). Un biais de sélection de l'échantillon peut survenir si le groupe d'observations pour l'estimation ne provient pas d'un échantillon aléatoire. Les heures travaillées ne sont observées que pour les jeunes qui ont un emploi, et ceux qui ont un emploi ont tendance à avoir des caractéristiques différentes de ceux qui ne font pas partie de la population active ou qui sont au chômage. Par conséquent, l'exclusion des chômeurs entraîne l'utilisation d'un échantillon non aléatoire, ce qui peut fausser les résultats.

Un problème majeur dans l'estimation des modèles de Heckman est de trouver des "instruments" pertinents, c'est-à-dire des variables qui affectent la participation des jeunes au marché du travail, mais qui n'influencent pas les heures hebdomadaires réelles travaillées. Dans cette étude, la variable instrumentale utilisée est le fait d'avoir un enfant âgé de 0 à 14 ans (y compris les termes carrés et cubiques). Dans la deuxième étape, un modèle Tobit avec des équivalents temps plein (ETP) pour chacune des catégories d'emploi du secteur de la croissance comme variables dépendantes est utilisé pour tenir compte de la concentration de zéros due à la nature limitée des variables de la catégorie d'emploi.

En outre, l'approche de la fonction de contrôle est utilisée en incluant une variable instrumentale (IV) dans l'équation de la LFP et un ratio inverse de Mills (IMR) dans l'équation de deuxième étape. La VI représente l'incitation à participer à l'emploi car les individus voient les autres travailler, et elle représente la capacité car elle signale les opportunités d'emploi disponibles.

L'étude contrôle quatre dimensions de l'emploi : les types d'emploi (emploi agricole non rémunéré, emploi agricole rémunéré, emploi salarié non agricole et emploi indépendant), l'hétérogénéité spatiale en contrôlant la densité de population (basée sur le gradient rural-urbain), les cohortes d'âge et le sexe.

Variables d'étude pour la participation des jeunes au marché du travail

La principale variable d'intérêt est le temps consacré par un jeune à une activité économique considérée comme un emploi (ETP), qui est supposé être de 12 mois par an, 21 jours par mois et 8 heures par jour. L'ETP tient compte des heures réelles travaillées, et non pas seulement de la participation à un secteur/emploi par rapport à un repère standard de 40 heures par semaine (ETP=1,0). Un jeune qui ne fait pas partie de la population active a un ETP = 0, tandis qu'un jeune travaillant à mi-temps dans un secteur/emploi a un ETP de 0,5 pour cet emploi.

Les autres facteurs qui influent sur la capacité des jeunes à atteindre les opportunités d'emploi sont les suivants : la distance et le temps de trajet jusqu'à la zone d'activité la plus proche (ZAN), les variables individuelles (Ind) telles que les groupes d'âge pour tenir compte des incitations et des capacités variables des individus à différentes étapes de la vie, les femmes pour tenir compte de la discrimination fondée sur le sexe et des différences dans les attentes concernant les types de travail, la durée de scolarisation dans les écoles primaires et secondaires, qui augmentent toutes deux le capital humain, ce qui accroît la capacité de travail, l'état civil (le fait d'être marié peut augmenter ou diminuer l'incitation à travailler, en fonction du revenu du conjoint et de la capacité de travailler en raison des responsabilités ménagères).

Les facteurs liés au ménage (HH) comprennent le type de logement (permanent, semi-permanent et temporaire), le ratio de dépendance (part des membres du ménage âgés de moins de 15 ans ou de plus de 64 ans) pour évaluer à la fois l'incitation et la capacité, car les personnes à charge augmentent le besoin de gagner un revenu et limitent le temps de travail, la variable muette pour les transferts de fonds pour saisir l'incitation au travail car ils augmentent le revenu non lié au travail, et la possession de terres agricoles, qui augmente la capacité à s'engager dans le travail agricole, et évalue le statut de richesse et donc l'incitation au travail. En outre, l'étude a utilisé la tranche d'âge des 15-35 ans pour les jeunes économiquement actifs potentiels afin de permettre une analyse comparative avec des études menées dans d'autres pays.

Méthodologie de l'étude sur le Sénégal

Modèle pour les déterminants de la qualité de l'emploi

Pour identifier les industries les plus susceptibles de fournir des emplois de qualité aux jeunes sur le marché du travail sénégalais, l'étude a spécifié le modèle suivant :

$$Q_i = \gamma \text{Secteur}_i + X_i + \mu_i \quad (1)$$

Où : Q_i est l'indice de la qualité de l'emploi du jeune ; Secteur_i représente le secteur d'activité dans lequel le jeune i est employé. Dans la base de données, il s'agit d'une variable catégorielle qui prend la valeur de 1 si le jeune est employé dans l'agriculture, 2 s'il est dans l'industrie, 3 si le jeune est employé dans le commerce, 4 si le jeune est employé dans le secteur des services autres que le commerce et 5 si le jeune est employé dans tout autre secteur. X est un vecteur de variables de contrôle liées aux caractéristiques démographiques et socio-économiques du jeune i ; γ et β sont des vecteurs de paramètres à estimer ; et μ_i est le terme d'erreur de l'équation. La variable dépendante, l'emploi de qualité, est un concept multidimensionnel qui englobe plusieurs dimensions telles que le salaire, les avantages non salariaux, la sécurité

de l'emploi et les conditions de travail (BIT, 2013). Étant donné que les dimensions sélectionnées pour le calcul de l'indice de qualité de l'emploi des jeunes sont mesurées à différentes échelles, des indices pour chacune des dimensions sont construits et agrégés dans un indice composite global.

L'étude utilise la procédure de Heckman en deux étapes pour corriger les biais de sélection potentiels. La première étape consiste en la décision des jeunes de participer ou non au marché du travail, tandis que la deuxième étape correspond à la possibilité pour les jeunes de travailler ou non dans un secteur offrant des emplois de qualité, conditionnellement à la première étape. Les facteurs déterminant la participation des jeunes au marché du travail et aux secteurs offrant des emplois de qualité sont analysés respectivement dans l'équation de sélection et l'équation principale. L'inverse du ratio de Mills est introduit dans l'équation principale comme variable explicative pour corriger un éventuel biais de sélection. Cependant, si le coefficient associé à l'inverse du ratio de Mills n'est pas significatif, cela signifie qu'il n'y a pas de biais de sélection et que la méthode des moindres carrés ordinaires (MCO) donne des résultats non biaisés.

Pour que le modèle soit identifié, l'équation de sélection doit inclure au moins une variable instrumentale ayant une incidence sur la variable dépendante dans l'équation de sélection, mais pas sur la variable dépendante dans l'équation principale. À la suite des nombreux travaux sur l'estimation des modèles de participation au marché du travail (Hyslop, 1999 ; Buchinsky et al., 2010), l'étude a utilisé l'état civil du jeune et le nombre de personnes à charge vivant dans le ménage comme instruments. L'idée est que l'état civil et le nombre de personnes à charge influent sur la participation des jeunes au marché du travail mais n'affectent pas directement leur insertion dans leurs secteurs d'emploi de qualité. Par exemple, les jeunes mariés et les jeunes vivant dans des ménages ayant un taux de dépendance élevé, toutes choses égales par ailleurs, peuvent être moins susceptibles de rester au chômage. Toutefois, cela devrait avoir un impact limité sur leur accès aux secteurs d'emplois de qualité, du moins à court terme. En fin de compte, le niveau d'incitation peut avoir une incidence sur les parcours professionnels, et donc sur l'accès à des secteurs d'emploi de qualité. Cependant, ce problème se pose dans une moindre mesure car notre étude se concentre sur le début de la carrière, plus précisément sur la situation des nouveaux entrants sur le marché du travail.

Construction de l'indice composite de la qualité de l'emploi

La qualité de l'emploi est un concept multidimensionnel qui englobe plusieurs dimensions telles que les salaires, les avantages non salariaux, la sécurité de l'emploi et les conditions de travail (BIT, 2013). Les dimensions retenues pour le calcul de l'indice de qualité de l'emploi des jeunes étant mesurées à différentes échelles, les indices sont construits pour chacune des dimensions et les agrègent en un indice

composite global. Pour normaliser les indicateurs mesurés à différentes échelles en indices, l'étude a adopté l'équation suivante du PNUD (2018) qui est utilisée pour calculer les indices de développement humain :

$$\text{Indice } A_i = \frac{A_i - A_{\min}}{A_{\max} - A_{\min}} \quad (2)$$

Où: A_i est la valeur réelle d'un indicateur dans une sous-dimension, et A_{\max} et A_{\min} sont les valeurs maximale et minimale d'un indicateur donné dans l'ensemble des données. Après normalisation, les indices sont compris entre 0 et 1 pour indiquer un emploi de faible qualité et un emploi de haute qualité, respectivement.

Spécification de modèle pour l'analyse d'impact des programmes d'aide à l'emploi

Pour atteindre l'objectif d'évaluer l'impact des programmes d'aide à l'emploi sur l'intégration des jeunes dans des secteurs offrant des emplois de qualité, l'étude a utilisé une approche quasi-expérimentale ou la méthode d'appariement par score de propension (PSM). Alors que l'évaluation des politiques se fait en double différence pour analyser la situation avant et après traitement (Duflo, 2001), avec la méthode de l'assignation aléatoire (Buddelmeyer & Skoufias, 2004), et avec la méthode de la promotion aléatoire (Gertler et al., 2008), ce travail utilise la méthode de l'appariement des scores de propension (PSM) qui prend en compte les effets observés de la participation aux programmes d'aide à l'emploi. Cette méthode fait référence à la probabilité d'être exposé à un traitement en fonction d'un ensemble de caractéristiques observables et permet d'obtenir des résultats qui soient spécifiquement attribuables au type de programme.

Pour ce travail, on a supposé que pour chaque individu i de l'échantillon N , les variables suivantes sont observées: T_i une variable reflétant la situation de l'individu i , qui est égale à une unité si l'individu i a participé au programme d'aide à l'emploi proposé par la convention nationale État-employeur (CNAE), et à 0 dans le cas contraire. T est linéairement dépendant d'un vecteur de variables explicatives (Z) et d'un résidu (ε).

$$T_i = \beta Z_i + \varepsilon_i \quad (3)$$

Nous tenons compte de certaines variables susceptibles d'influencer indirectement la participation aux programmes d'aide à l'emploi et à l'employabilité dans les secteurs pourvoyeurs d'emploi, telles que : la taille du ménage, la situation professionnelle du chef de ménage, le nombre d'épisodes de chômage, l'état de santé avant l'inscription au programme, la religion, etc.

Le tableau 4 présente un résumé des méthodologies utilisées dans les trois études de cas des pays.

Tableau 4 : Résumé de la méthodologie

Objectif	Méthode -Kenya	Méthode - Sénégal	Méthode - Ouganda
Identifier les secteurs et les activités les plus prometteurs qui ont le potentiel d'améliorer l'emploi des jeunes.	L'étude a utilisé le tableau des intrants et des extrants (I-O), la MCS, diverses enquêtes du Bureau national des statistiques du Kenya et la MCS 2015.	Estimation d'une procédure/régression de Heckman en deux étapes de l'indice de qualité de l'emploi, par rapport au secteur d'activité (catégorique) et aux caractéristiques démographiques et socio-économiques des jeunes. Utilise l'état civil du jeune et le nombre de personnes à charge comme VI.	L'étude a utilisé le modèle multiplicateur de l'UNHS 2019/20 et de la matrice de comptabilité sociale (MCS 2016/17)..
MCS			
Identifier les inégalités liées au sexe, à l'espace ou au contexte socio-économique, et leurs effets sur l'accès des jeunes à l'emploi dans les secteurs de croissance.			L'étude a utilisé l'estimation de la densité de Kernel et les coefficients de Gini.
Évaluer l'impact des différents programmes de soutien à l'emploi sur la qualité de l'emploi des jeunes dans les secteurs pourvoyeurs d'emplois.		L'étude a adopté une approche quasi-expérimentale ou la méthode d'appariement par score de propension (PSM).	
Identifier les facteurs sous-jacents à l'accès des jeunes aux opportunités d'emploi dans les secteurs de croissance.			L'étude a utilisé une analyse descriptive et une analyse empirique en estimant un modèle probit et un modèle Tobit (une procédure/régression de Heckman en deux étapes). La VI est le nombre de personnes à charge (enfants de 0 à 14 ans).

Source : D'après Dumas et al (2022), Mutenyo et al (2022) et Onsomu et al (2022).

Données

L'analyse empirique pour les études du Kenya et de l'Ouganda est basée sur deux ensembles de données, à savoir : Le Bureau national des statistiques du Kenya (KNBS diverses enquêtes économiques) et la matrice de comptabilité sociale du Kenya (SAM 2015), l'enquête nationale sur les ménages de l'Ouganda (UNHS 2019/2020) et la MCS de l'Ouganda 2016/17. L'UNHS couvre un total de 15 110 ménages. L'étude sénégalaise utilise les données primaires de l'Enquête sur l'amélioration des politiques de l'emploi (EAPE) menée en 2018 auprès de 2 746 individus, dont 41,26 % de femmes et 58,74 % d'hommes au Sénégal, avec le soutien technique et financier du Centre de recherches pour le développement international (CRDI).

3. Résultats

Ouganda

Analyse structurelle du travail des jeunes et de la valeur ajoutée par sexe et compétences

En moyenne, le travail contribue à hauteur de 27,2% à la valeur ajoutée nationale. Sur cette contribution, 10,2% sont le fait des jeunes. Les jeunes qualifiés contribuent à hauteur de 7,2%, suivis par les jeunes non qualifiés (2,0%) et enfin les jeunes semi-qualifiés (1,0%). Cela montre l'importance de la formation des jeunes dans la valeur ajoutée nationale. Par secteur, la contribution des jeunes qualifiés est la plus élevée dans les services (10,0%), suivie de l'industrie (5,7%) et la plus faible dans l'agriculture (1,3%). Dans le secteur des services, la contribution des jeunes qualifiés est la plus élevée dans l'intermédiation financière et les assurances (25,1%). Elle est suivie par le sous-secteur des transports (12,5%). Dans le secteur de l'industrie, la contribution des jeunes qualifiés est la plus élevée dans le secteur de la construction (15,9%) ; et dans le secteur de l'agriculture, les jeunes qualifiés contribuent le plus dans le secteur du thé (3,7%).

Multiplicateurs et liens sectoriels

Les multiplicateurs de produits saisissent l'effet total sur la demande de produits de base, tandis que les multiplicateurs de production représentent la partie de la demande de produits de base qui est satisfaite par la production nationale. La différence entre les multiplicateurs des produits de base et de la production correspond aux fuites ou à la capacité multiplicative perdue en raison des importations. Les résultats montrent les changements dans l'offre et la production des produits de base résultant d'un changement unitaire dans la demande pour le produit de base respectif. Cela permet de saisir l'impact quantitatif de l'expansion de la demande par le biais des liens en amont et en aval au sein du système économique. Les secteurs présentant des fuites plus importantes exportent des emplois vers les pays où les importations sont achetées. Ainsi, la réduction des fuites augmenterait les opportunités d'emploi pour les jeunes.

Les résultats montrent que le secteur des services a les multiplicateurs de production les plus élevés (2,61), suivi par le secteur agricole (2,55), et enfin le secteur industriel (2,3). Dans le secteur agricole, les multiplicateurs sont plus élevés dans l'élevage (2,75) et les cultures de rente comme le café (2,6) et le thé (2,6). Dans le secteur industriel, les multiplicateurs de production sont élevés dans la construction (2,87) et l'agroalimentaire (2,50). Ils sont suivis par les industries manufacturières légères. Dans le secteur des services, l'intermédiation financière (2,90), le commerce de gros et de détail (2,77) et le tourisme (2,64) ont de forts multiplicateurs. Les fuites sont les plus importantes dans l'industrie (26,1%), suivie de l'agriculture (21,4%) et enfin du secteur des services (20,1%). Les sous-secteurs présentant de fortes fuites sont : l'industrie lourde (37,6%), le transport (33,2) et l'industrie légère (31,5%).

Multiplicateurs décomposés du revenu du travail par jeunes, sexe et types de compétences

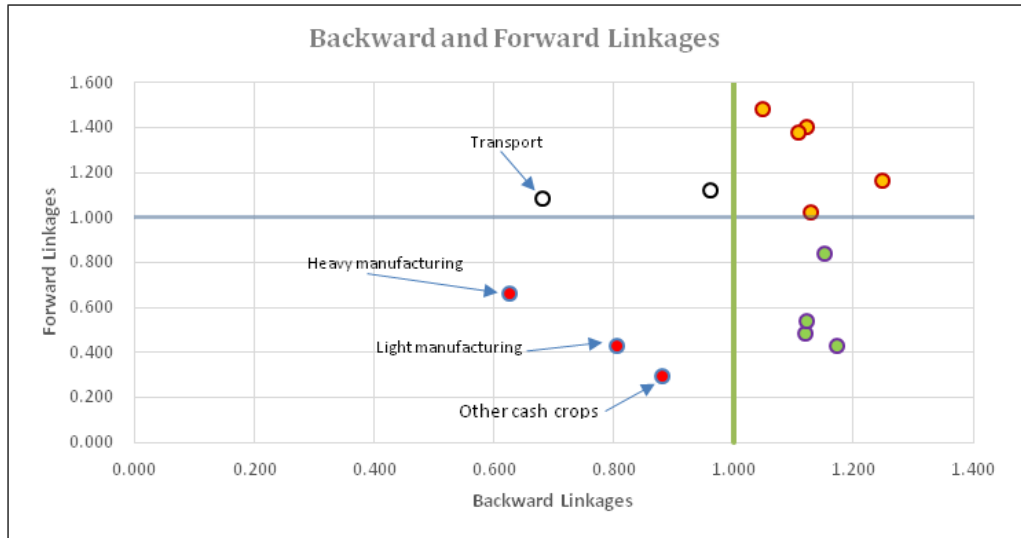
Cela répond à la question suivante : si la demande d'un produit sectoriel donné augmente d'un milliard de shillings, de combien, en shillings ougandais, le revenu du travail augmente-t-il pour les différents types de main-d'œuvre ? Les résultats montrent qu'en moyenne, une augmentation d'une unité de la demande d'un secteur donné au niveau national entraînerait des changements dans le revenu du travail de 0,433 unités, et qu'elle est la plus élevée dans le secteur des services (0,501), suivi de l'industrie (0,401) et enfin de l'agriculture (0,396). En ce qui concerne les jeunes, une augmentation d'une unité nationale moyenne de la demande globale de tout produit augmenterait le revenu du travail des jeunes de 0,183 unité. Le revenu du travail des jeunes est le plus élevé dans le secteur des services (0,205 unité), suivi de l'agriculture (0,183) et de l'industrie (0,161). Dans le secteur de l'agriculture, les multiplicateurs du revenu du travail des jeunes sont les plus élevés pour le thé (0,215), suivi du café (0,211). Dans le secteur de l'industrie, le multiplicateur du revenu du travail des jeunes est le plus élevé dans l'industrie légère (0,181), suivie de la construction (0,180) et de l'agroalimentaire (0,154). Dans le secteur des services, les multiplicateurs du revenu du travail des jeunes sont plus élevés dans les secteurs de la finance et des assurances (0,301) et du tourisme (0,208).

Analyse sectorielle des liens en amont et en aval

L'étude évalue la force de chacun des sous-secteurs en termes de liens en amont et en aval avec d'autres secteurs. Les secteurs dont les liens en amont et en aval sont supérieurs à 1 sont considérés comme des secteurs forts ; leur expansion accélérerait donc relativement la croissance économique. Les secteurs dont les liens en amont sont supérieurs à 1 mais les liens en aval inférieurs à 1 sont des secteurs orientés vers l'amont. Ceux dont les liens en avant sont supérieurs à 1 et

les liens en arrière inférieurs à 1 sont des secteurs orientés vers l'avenir. Les secteurs dont les liens en avant et en arrière sont inférieurs à 1 sont des secteurs faibles en termes d'accélération de la production économique. Les résultats sont présentés dans la figure 1.

Figure 1 : Liens en amont et en aval



Source : D'après Mutenyu et al. (2022).).

La figure 1 montre que les secteurs clés ayant de forts liens en amont et en aval sont : l'agroalimentaire, le tourisme, l'intermédiation financière et l'assurance, les autres secteurs agricoles (c'est-à-dire la sylviculture) et les autres services. Ce sont les secteurs qui accéléreraient la croissance économique s'ils étaient soutenus en termes d'augmentation de la demande globale pour leurs produits. Les secteurs faibles comprennent : l'industrie manufacturière légère et lourde ainsi que les autres cultures commerciales. Le secteur manufacturier a des liens en amont et en aval faibles, principalement parce qu'il est à forte intensité de capital, que ses intrants sont en grande partie importés et que ses produits sont destinés à la consommation finale.

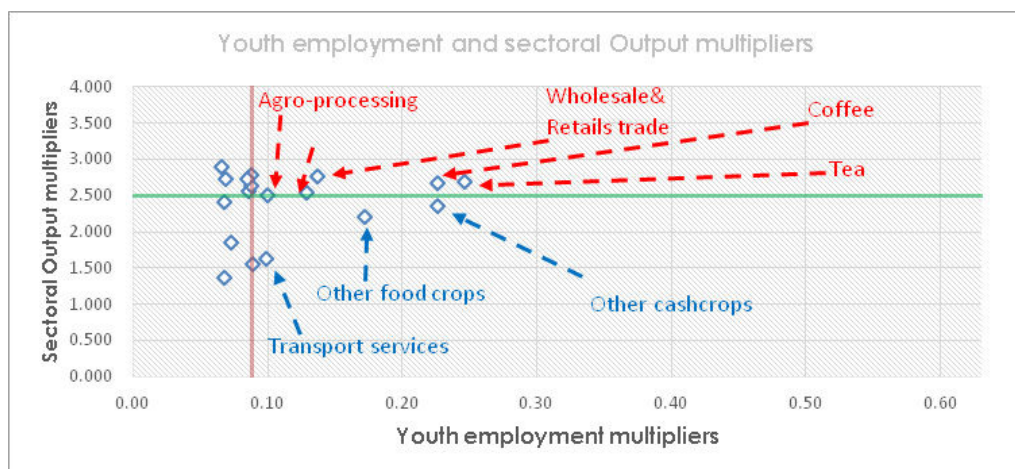
Multiplicateurs d'emploi et de production pour les jeunes

Cette sous-section vise à identifier les secteurs ayant de forts multiplicateurs de production et d'emploi des jeunes. Un secteur ayant à la fois un fort multiplicateur de production et un fort multiplicateur d'emploi des jeunes (en termes d'ETP) stimulerait simultanément la croissance économique et l'emploi des jeunes compte tenu des politiques gouvernementales actuelles. L'étude utilise la médiane des multiplicateurs comme le seuil relatif des multiplicateurs forts et faibles. Les secteurs sont classés en quatre quadrants, à savoir : (1) les secteurs ayant à la fois

des multiplicateurs de production et d'emploi forts ; (2) les secteurs ayant des multiplicateurs de production forts mais des multiplicateurs d'emploi faibles ; (3) les secteurs ayant des multiplicateurs d'emploi forts et des multiplicateurs de production faibles ; et (4) les secteurs ayant des multiplicateurs de production et d'emploi faibles.

Les résultats montrent que les secteurs ayant une forte production et des multiplicateurs d'emploi pour les jeunes sont : le thé, le café, le commerce de gros et de détail, l'agroalimentaire et l'élevage. Ces secteurs ont un grand potentiel pour accélérer la création d'emplois pour les jeunes en Ouganda. Par ailleurs, les services de transport, les autres cultures commerciales et les autres cultures vivrières ont de forts multiplicateurs d'emploi des jeunes mais de faibles multiplicateurs de production. Les résultats sont présentés dans la figure 2.

Figure 2 : Emploi des jeunes et multiplicateurs de production



Source : D'après Mutenyu et al. (2022).

Impact de l'expansion du secteur sur l'emploi des jeunes et la croissance économique

Cette sous-section évalue l'impact d'une augmentation de la demande globale de produits de base d'un secteur donné sur le nombre de nouveaux emplois de jeunes créés ainsi que l'impact résultant sur la croissance économique (PIB). L'étude réalise une simulation d'une augmentation de la demande d'une valeur de 10 milliards d'Ush. L'impact sur l'emploi général dans l'économie est ventilé en emplois directs, emplois indirects et emplois totaux. Les emplois directs font référence aux nouveaux emplois créés dans le secteur auquel s'adresse la demande supplémentaire. Les emplois indirects font référence aux nouveaux emplois créés dans d'autres secteurs que le secteur immédiat en raison des liens en amont et en aval. Les résultats sont présentés dans le tableau 5.

Tableau 5 : Impact sur le PIB, l'emploi à temps plein des jeunes et des femmes suite à une augmentation de la demande de 10 milliards de shillings ougandais.

	TOTAL DES EMPLOIS CRÉÉS				DONT EMPLOIS POUR LES JEUNES			PIB Impact sur le PIB
	Emplois directs	Emplois indirects	Total des emplois créés	Dont emplois féminins	Total des emplois-jeunes	dont Emplois directs pour les jeunes	Dont emplois-jeunes femmes	
1. Agriculture	2,075	1,428	3,502	1,646	1,556	984	733	0.021%
Café	3,089	1,643	4,731	1,938	2,264	1,578	911	0.020%
Thé	3,439	1,708	5,146	2,109	2,468	1,756	993	0.020%
Autres cultures de rente	3,033	1,862	4,896	2,547	2,262	1,495	1,190	0.020%
Autres cultures	2,626	1,194	3,819	1,998	1,724	1,267	906	0.021%
Élevage d'animaux	1,395	1,638	3,033	1,009	1,294	614	418	0.021%
Sylviculture	411	1,811	2,223	1,048	880	126	423	0.021%
2. Industrie	301	1,770	2,071	933	868	127	392	0.017%
Exploitation minière	459	1,700	2,158	973	889	195	395	0.017%
Agro-industrie	258	2,105	2,363	1,172	1,002	96	498	0.017%
Manuf. légère	197	1,622	1,819	887	732	73	363	0.016%
Fabrication lourde	109	1,556	1,666	784	679	45	328	0.015%
Construction	461	1,552	2,013	739	856	214	311	0.017%
3. Services	888	1,403	2,291	1,061	924	326	452	0.019%
Tourisme	472	1,652	2,124	1,145	875	175	467	0.019%
Transport	977	1,477	2,454	699	987	370	302	0.017%
Services publics	90	1,536	1,625	741	692	43	325	0.021%
Intermédiaire financier et assurance	106	1,459	1,565	718	662	51	315	0.018%
Commerce de gros et de détail	2,276	1,233	3,508	1,755	1,371	833	714	0.020%
Télécommunications	49	1,589	1,637	754	679	23	327	0.016%
Autres services	707	1,377	2,085	955	845	255	419	0.019%

Note : Calculé à l'aide du modèle multiplicateur de la MCS 2016/17.

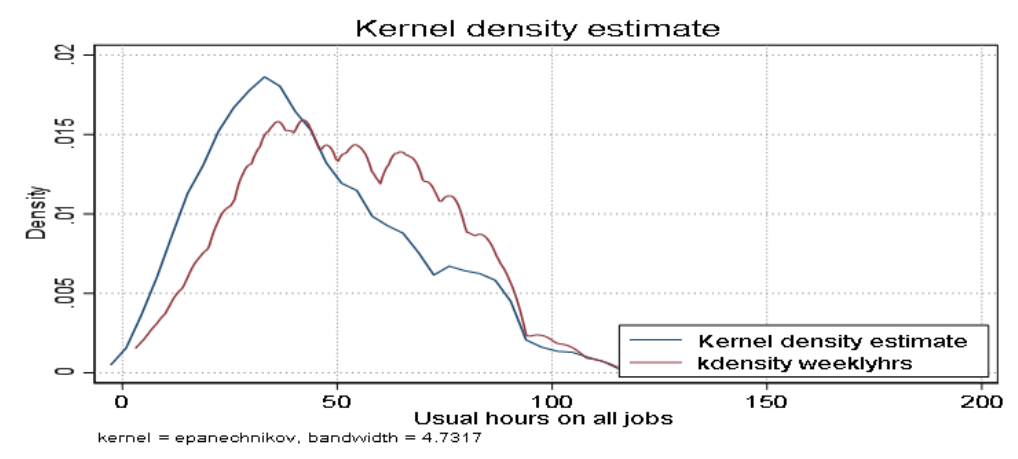
Source : D'après Mutenyo et al. (2022).

Les résultats montrent que l'expansion de la demande d'une valeur de 10 milliards d'Ush générerait, au total, 3 502 emplois ETP dans le secteur agricole, 2 291 emplois dans le secteur des services et 2 071 nouveaux emplois dans le secteur industriel. Par secteur, les nouveaux emplois jeunes seraient les plus nombreux dans l'agriculture (1 556), suivie des services (924) et de l'industrie (868). Au niveau des sous-secteurs, les nouveaux emplois qui seraient créés sont : 2 468 dans le thé, 2 264 dans le café, 2 262 dans les autres cultures de rente¹, 1 724 dans les autres cultures, 1 371 dans le commerce, 1 294 dans l'élevage et 1 002 dans l'agro-industrie.

Mesurer l'inégalité dans l'emploi des jeunes en Ouganda

Les coefficients de Gini et l'estimation de la densité de Kernel montrent que les jeunes femmes sont plus inégales face à l'emploi que leurs homologues masculins.

Figure 3 : Estimation Kernel de l'inégalité de l'emploi



Source : D'après Mutenyo et al. (2022).

Déterminants de la participation des jeunes au marché du travail en Ouganda

Pour vérifier si les jeunes choisissent eux-mêmes de faire partie de la population active, nous avons estimé un modèle de sélection à deux étapes de Heckman en utilisant un riche ensemble de variables visant à saisir les différences observables dans le taux d'activité des jeunes. L'équation de sélection de première étape est estimée par un modèle probit. Ensuite, nous calculons le ratio inverse de Mills (IMR, également appelé Lambda), qui tient compte de l'éventuel biais de sélection, qui est non significatif aux niveaux conventionnels. Cela implique qu'il n'y a pas de biais de sélection significatif dans la participation au marché du travail. Par conséquent, nous utilisons un modèle Tobit de type 1. Nous rapportons à la fois les coefficients et les effets marginaux (ME) des modèles respectifs. Les effets marginaux quantifient l'effet réel de chaque prédicteur sur les probabilités estimées.

Les effets marginaux pour la participation estimée au marché du travail sont obtenus en utilisant le maximum de vraisemblance (ML) et Heckman en deux étapes. Les résultats suggèrent que l'éducation a un effet significatif sur la participation des jeunes au marché du travail. Tous les niveaux d'éducation ont une probabilité positive de participation des jeunes à la vie active. Le fait d'avoir fait des études primaires augmente la probabilité de participation des jeunes à la vie active de 28 à 27 points de pourcentage, les études secondaires de 31 à 30 points de pourcentage et les études postsecondaires de 23 à 21 points de pourcentage par rapport aux jeunes sans éducation. De même, les jeunes vivant en zone urbaine ont une probabilité plus élevée de participer à la vie active que leurs homologues vivant en zone rurale. Le fait de vivre dans une zone urbaine augmente la probabilité de participation des jeunes au marché du travail de 7 à 10 points de pourcentage, tandis que le fait d'être scolarisé réduit la participation des jeunes au marché du travail de 59 à 75 points de pourcentage ; la taille du ménage des jeunes présente une association négative entre la participation au marché du travail et l'emploi. Les résultats montrent qu'un membre supplémentaire du ménage réduit la probabilité d'être actif de 0,8 point de pourcentage. En outre, les résultats montrent que l'âge influence toujours la probabilité de participation des jeunes au marché du travail. Les résultats montrent qu'une année supplémentaire dans l'âge du jeune augmente la probabilité d'être actif de 9 points de pourcentage.

Tableau 6 : Effets marginaux pour la participation au marché du travail

	MLE		Heckman	
	ME	Pval	ME	Pval
Education (RC: Pas d'éducation)				
Primaire	0.283***	(0.000)	0.273***	(0.000)
Secondaire	0.305***	(0.000)	0.303***	(0.000)
Postsecondaire	0.232***	(0.001)	0.213***	(0.001)
Femmes	0.174	(0.151)	0.170	(0.150)
Urbain	0.104***	(0.002)	0.070**	(0.034)
Taille du ménage	-0.012	(0.181)	-0.008**	(0.035)
À l'école	-0.745***	(0.005)	-0.586***	(0.008)
Âge en années	0.009**	(0.044)	0.009***	(0.020)
<i>Indice de richesse (RC : très pauvre)</i>				
Pauvres	0.028	(0.652)	0.096*	(0.045)
Non-pauvres	0.069	(0.352)	0.138**	(0.015)
Riche	0.054	(0.569)	0.173***	(0.007)
Les plus riches	0.024	(0.838)	0.170**	(0.032)
Après Covid-19	-0.036	(0.225)	-0.053*	(0.071)
A reçu des transferts de fonds	-0.124***	(0.001)	-0.174***	(0.000)
Possède des terres agricoles	-0.061	(0.255)	-0.131***	(0.000)
Observations	5,736		235.13	
Wald Chi(2)	156.6	(0.000)	235.13	(0.000)

Note : Les valeurs-p sont entre parenthèses : *** p<.01, ** p<.05, * p<.1

Source : D'après Mutenyu et al. (2022.).

Comme prévu, le statut de richesse a un effet significatif sur la participation des jeunes au marché du travail. Les résultats montrent que le fait d'être pauvre augmente la probabilité de participation des jeunes au marché du travail de 10 points de pourcentage, les non-pauvres de 14 points de pourcentage, les riches et les très riches de 17 points de pourcentage par rapport à leurs homologues très pauvres. Cela montre qu'en Ouganda, les enfants de riches ont relativement plus de chances d'être employés que leurs homologues pauvres, ce qui pourrait être le résultat des réseaux de leurs parents riches, sans parler de la fréquentation de meilleures écoles. Les résultats montrent également qu'après l'épidémie de COVID-19, la probabilité de participer à la vie active est plus faible qu'avant l'épidémie de COVID-19. En effet, l'épidémie de COVID-19 a réduit la probabilité que les jeunes travaillent de 5 points de pourcentage. De manière surprenante, le fait de recevoir des transferts de fonds réduit la probabilité de participation des jeunes à la population active de 12 à 17 points de pourcentage. Ce résultat est similaire à celui des avantages de chômage dans les pays développés. Les bénéficiaires de ces prestations ont tendance à s'asseoir et à attendre au lieu de rejoindre la population active. Cependant, le fait de posséder des terres agricoles augmente la probabilité de participation des jeunes à la population active de 13 points de pourcentage.

Résultats de l'étude sur le Kenya :

Multiplicateurs des intrants et des extrants

Les résultats des multiplicateurs montrent que le multiplicateur d'emploi moyen est de 1,71, ce qui suggère qu'environ 1,7 unité d'emploi est créée pour chaque unité d'augmentation de la demande de production. Les secteurs présentant le niveau le plus élevé de multiplicateurs d'emploi sont l'agriculture, la pêche et la sylviculture (2,10), la finance, l'immobilier et les services commerciaux (2,04) et le commerce (1,89). L'industrie manufacturière, les hôtels et restaurants, et l'électricité et l'eau ont les multiplicateurs d'emploi les plus faibles, inférieurs à la moyenne nationale (1,71), avec respectivement 1,03, 1,25 et 1,56. Les multiplicateurs d'emploi sont les suivants : agriculture (2,1) ; commerce (1,89) ; mines et carrières (1,86) ; éducation (1,85) ; construction (1,84) ; et transport (1,74).

Tableau 7 : Multiplicateurs linéaires de la production pour la MCS kenyane 2015

	Secteur	Multiplicateur de production	Multiplicateur d'emploi
1	Construction	4.01	1.84
2	Commerce	3.75	1.89
3	Finance, immobilier et services commerciaux	3.64	2.04
4	Éducation	3.62	1.85

suite page suivante

Tableau 7 Continué

	Secteur	Multiplicateur de production	Multiplicateur d'emploi
5	Mines et carrières	3.57	1.86
6	Agriculture, pêche et sylviculture	3.56	2.10
7	Santé et action sociale	3.45	1.75
8	Transports et communications	3.44	1.74
9	Administration publique	3.38	1.66
10	Autres services	3.16	1.63
11	Electricité et eau	2.97	1.56
12	Hôtels et restaurants	2.60	1.25
13	Industrie manufacturière	2.18	1.03
	Moyenne	3.33	1.71

Source : Calcul de la MCS 2015 du Kenya ; d'après Onsomu et al. (2022).

Résultats de l'étude sur le Sénégal

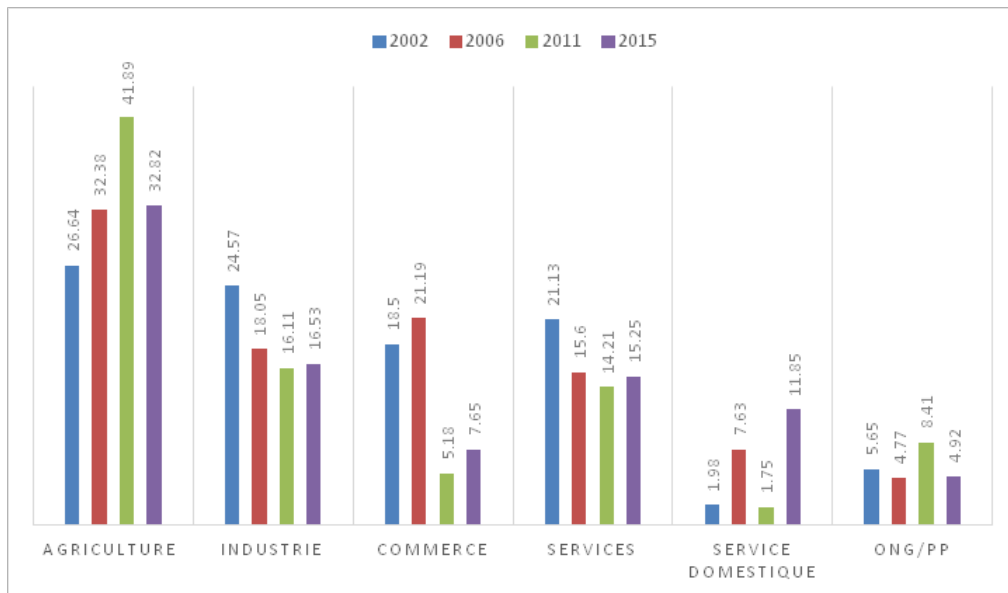
Répartition des jeunes employés par secteur d'activité

La répartition des jeunes actifs de 15 à 35 ans par secteur montre une nette prédominance de l'agriculture², quelle que soit l'année d'enquête étudiée. On observe également une tendance à la hausse du nombre de jeunes exerçant une activité agricole entre 2002 et 2015, avec un pic d'environ 40 % en 2011. Bien que la part des jeunes employés dans l'agriculture soit en baisse sur la période 2011-2015, l'agriculture reste l'employeur dominant des jeunes. En effet, l'emploi agricole représentait près de 30 % de l'emploi total des jeunes en 2015, contre près de 40 % en 2011. La part des jeunes employés dans le commerce a également connu une baisse au fil du temps, mais ce secteur reste le plus grand pourvoyeur d'emplois après l'agriculture.

Il est suivi par le secteur manufacturier (activités manufacturières) dont la part des emplois a légèrement évolué dans le temps. Il faut noter que la majorité des emplois occupés par les jeunes sont concentrés dans trois des quinze secteurs d'activité économique retenus : i) l'agriculture, l'élevage, la sylviculture et la pêche, ii) le commerce, et iii) les activités manufacturières. La structure par sexe montre une prédominance des jeunes hommes dans l'agriculture et les activités manufacturières et une plus forte concentration des jeunes femmes dans le secteur du commerce. On constate également une présence relativement faible de jeunes hommes et de jeunes femmes dans les secteurs de l'exploitation minière, des restaurants et hôtels et de la finance. Au cours d'une année donnée, le pourcentage de jeunes employés dans les mines, les restaurants, les hôtels et la finance est inférieur à 4 %. C'est également le cas pour les jeunes hommes et femmes dans ces secteurs.

De manière générale, une analyse par secteur montre que le secteur agricole emploie la majorité des jeunes, suivi par le secteur industriel, les services et le commerce.

Figure 4 : Secteur d'activité qui emploie des jeunes



Notes : AGRICULTURE=Agriculture ; INDUSTRIE=Industrie ; COMMERCE=Commerce ; SERVICES=Services ; SERVICE DOMESTIQUE=Services domestiques ; ONG/PP=ONG/PP.

Source : D'après Dumas et al. (2022).

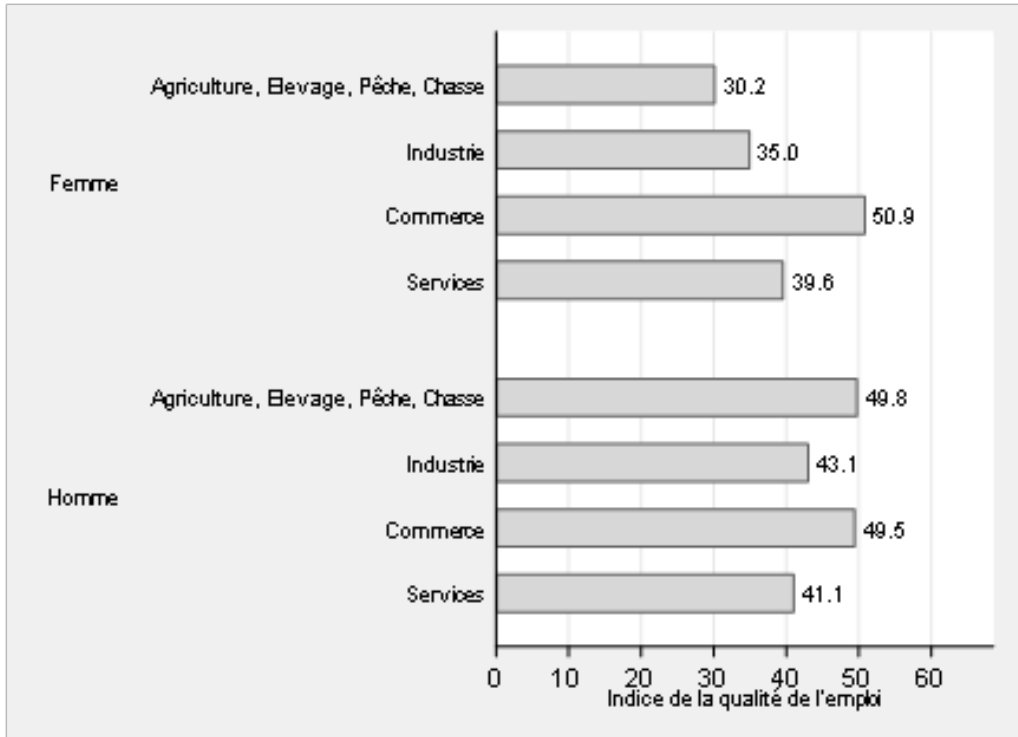
{C} Analyse statistique des déterminants de la qualité de l'emploi au Sénégal

En moyenne, la valeur de l'indice de qualité de l'emploi est plus élevée pour les jeunes hommes que pour les jeunes femmes. Cela indique que les jeunes femmes sont plus susceptibles d'occuper des emplois de faible qualité que leurs homologues masculins. Comme le montre la figure 5, l'indice de qualité de l'emploi varie selon le secteur. On constate que les jeunes femmes travaillant dans le commerce, les services et l'industrie ont de meilleures perspectives d'emploi, car elles sont les mieux classées en termes de qualité de l'emploi. Les jeunes femmes travaillant dans l'agriculture au sens large sont les moins bien classées en termes de qualité de l'emploi. En revanche, les jeunes hommes travaillant dans l'agriculture et le commerce sont plus susceptibles d'avoir des emplois de qualité. Viennent ensuite les jeunes dans les secteurs de l'industrie et des services.

Les résultats montrent que l'entrepreneuriat offre de meilleures perspectives d'emploi aux jeunes que l'emploi salarié. En effet, quel que soit le sexe, les jeunes indépendants obtiennent de meilleurs résultats en matière de qualité de l'emploi que les jeunes qui travaillent pour d'autres. Ce résultat a des implications politiques importantes, dans la mesure où il montre que la promotion de l'esprit d'entreprise

chez les jeunes hommes et femmes pourrait contribuer à lutter contre le chômage auquel sont confrontés la plupart des jeunes sur le marché du travail sénégalais.

Figure 5 : Indice moyen de qualité de l'emploi par secteur d'activité



Notes : Femme=Femme ; Homme=Homme ; Agriculture, élevage, pêche, chasse=agriculture, élevage, pêche, chasse ; Industrie=Industrie ; Commerce=Commerce ; Services=Services ; Indice de qualité de l'emploi=Indice de qualité de l'emploi.

Source : D'après Dumas et al. (2022).

Analyses économétriques des déterminants de la qualité d'emploi

L'analyse de cette sous-section a cherché à identifier les secteurs qui offrent davantage d'emplois de qualité aux jeunes tout en corrigeant un éventuel biais de sélection. L'étude a d'abord testé la présence d'un biais de sélection en se basant sur le niveau de significativité statistique de l'inverse du ratio de Mills. Pour cela, des estimations sont effectuées séparément pour les jeunes hommes et les jeunes femmes. Les résultats montrent que le coefficient associé à l'inverse du ratio de Mills n'est pas significatif, ce qui implique qu'il n'y a pas de biais de sélection. Par conséquent, l'estimation du modèle économétrique a utilisé la méthode des MCO. Afin de tenir compte d'une éventuelle corrélation sérielle dans les différentes communautés étudiées, des écarts types robustes à l'hétéroscédasticité et à la structure en grappes au niveau du secteur ont été utilisés.

Tableau 8 : Estimations des déterminants de qualité d'emploi

Variabes	Jeunes femmes	Jeunes hommes
Secteurs d'activité		
Agriculture	32.07***	53.30***
Industrie	39.40***	49.97***
Commerce	51.12***	53.57***
Services	43.36***	49.02***
Statut de l'emploi		
Entrepreneurs	-4.422*	-8.672*
Salariés	8.080**	3.114
Âge en niveau et au carré		
Âge	-1.701	-0.265
Âge au carré	0.0256	-0.00232
Taille du ménage	-0.0238	0.169
Niveau d'éducation		
Secondaire 1	3.168	3.210*
Secondaire 2	0.854	0.0372
Supérieur	-1.896	-2.446
Connaissance de la langue wolof		
Faible compétence	-3.717	-0.865
Bonne connaissance	-3.240	-0.199
Connaissance du français		
Faible niveau	--	7.510*
Bonne connaissance	2.111	7.237*
Connaissance de l'anglais		
Faible niveau	-0.331	-0.876
Bonne connaissance	0.316	-1.227
Militant d'un parti politique	3.276*	-1.221
Constante	33.46	4.955
Observations	969	1295
R2	0.804	0.756

Notes : Les symboles *, ** et *** représentent les seuils de significativité statistique à 10%, 5% et 1%, respectivement. Les écarts types sont corrigés pour l'hétéroscédasticité et ajustés pour les effets de grappe au niveau départemental. Source : Calculs basés sur l'EPAE ; adoptés de Dumas et al. (2022)

Les résultats indiquent que le secteur du commerce offre de meilleures opportunités d'emploi aux jeunes femmes sur le marché du travail que les autres secteurs. En effet, les jeunes femmes travaillant dans le commerce sont plus susceptibles d'occuper des emplois de meilleure qualité. Il est suivi par les jeunes femmes travaillant dans les secteurs des services et de l'industrie, respectivement. Nous constatons que les jeunes femmes travaillant dans l'agriculture sont plus susceptibles d'occuper des emplois de faible qualité. Par rapport aux jeunes hommes, les résultats montrent

que la qualité des emplois est également plus élevée dans le commerce que dans les autres secteurs. Contrairement aux jeunes femmes, l'agriculture est le deuxième secteur le plus important pour la qualité des emplois des jeunes hommes. Elle est suivie, respectivement, par l'industrie et les services, suivant l'approche descriptive présentée ci-dessus.

Quant au statut d'emploi, les estimations montrent que les jeunes indépendants (c'est-à-dire les entrepreneurs) ont des emplois de meilleure qualité que les jeunes salariés. Toutefois, ce résultat n'est significatif que pour les jeunes femmes. De même, les jeunes femmes qui militent dans un parti politique sont plus susceptibles d'avoir des emplois de meilleure qualité, mais la connaissance des langues wolof, française ou anglaise n'a pas d'importance. En revanche, les jeunes hommes qui parlent couramment le français et ceux qui ont atteint le niveau secondaire 1 sont plus susceptibles d'occuper des emplois de meilleure qualité.

4. Conclusion et recommandation politique

Conclusion

Le tableau 8 résume les résultats de l'étude relatifs aux secteurs qui présentent un potentiel d'emploi pour les jeunes.

Tableau 9 : Secteurs présentant un potentiel pour l'emploi des jeunes

Kenya	Sénégal	Ouganda
<ul style="list-style-type: none"> • Agriculture • La pêche • Foresterie • Finances • Immobilier • Services commerciaux • Commerce 	<ul style="list-style-type: none"> • Agriculture • Élevage • La sylviculture • La pêche • Commerce • Activités manufacturières 	<ul style="list-style-type: none"> • Agroalimentaire • Le thé • Café • Élevage d'animaux • Sylviculture • le tourisme • Commerce de gros et de détail • Intermédiation financière et assurance • Construction

Recommandations politiques

Recommandation pour l'Ouganda

L'accélération de la production et de la croissance économiques passe par l'adoption de politiques visant à transformer structurellement les secteurs faibles, rétrogrades et tournés vers l'avenir en secteurs forts. Les secteurs à caractère rétrograde comme le café et le thé seraient transformés en secteurs forts en soutenant l'ajout de valeur à leurs produits, en particulier avant leur exportation. Les secteurs à caractère prospectif comme le transport et les cultures vivrières seraient transformés en secteurs forts en encourageant l'utilisation d'intrants nationaux. Les secteurs faibles comme l'industrie manufacturière seraient transformés en secteurs forts en soutenant l'utilisation d'intrants nationaux accompagnée de la production d'intrants intermédiaires pour d'autres secteurs. Il convient de noter que des secteurs tels que l'agro-industrie se sont avérés avoir de forts multiplicateurs de production, de forts multiplicateurs d'emploi pour les jeunes et les femmes, et de forts liens en amont et en aval avec d'autres

secteurs. Ainsi, le soutien de ce secteur accélérerait la production et la croissance économique inclusive car il a une forte capacité à augmenter la production d'autres secteurs et à créer de nombreux emplois pour les jeunes travailleurs et travailleuses.

L'importance observée des compétences dans l'accélération de la croissance économique appelle le gouvernement à adopter des politiques qui améliorent les compétences pertinentes des jeunes dans le secteur donné.

En ce qui concerne les jeunes en général, l'amélioration de leurs revenus nécessite de se concentrer sur la formation et l'augmentation de la productivité dans des secteurs tels que la production de cultures commerciales, l'industrie légère, la construction, l'agroalimentaire, la finance et l'assurance, et le tourisme.

Dans l'ensemble, les politiques doivent être holistiques et englober l'ensemble de la chaîne de valeur des secteurs identifiés. Par exemple, soutenir le secteur agricole pour débloquer le potentiel d'emploi des jeunes et des femmes nécessiterait des efforts complémentaires d'investissement dans l'agro-industrie pour créer un marché et ajouter de la valeur aux produits agricoles. De même, l'industrialisation nécessiterait des investissements complémentaires dans des secteurs qui fourniraient des intrants et réduiraient les importations.

En outre, les résultats empiriques suggèrent cinq grandes interventions susceptibles de favoriser grandement la création d'emplois décents et la participation des jeunes aux marchés du travail dans le pays. Ces interventions sont les suivantes

- (i) En contrôlant les caractéristiques personnelles, le choix professionnel des jeunes est fortement lié au niveau d'éducation et au lieu de résidence des jeunes. Cela montre l'importance de l'éducation des jeunes pour leur participation au marché du travail. Cela souligne également la nécessité pour les décideurs politiques de tenir compte de l'exode rural dans l'élaboration des politiques du travail.
- (ii) Soutien à la formation et au recyclage des jeunes dans les compétences requises par les secteurs à fort potentiel de création d'emplois par le biais de compétences pratiques, de la création de centres d'incubation et du soutien aux jeunes qui créent des entreprises.
- (iii) Promouvoir la modernisation de l'agriculture et rendre le secteur attrayant pour les jeunes en soutenant l'agro-transformation qui, à son tour, augmente la demande de produits agricoles et fournit donc un marché pour les produits agricoles des jeunes.
- (iv) « Développement régional équitable » pour les zones urbaines et rurales en termes de routes, d'infrastructures de santé et d'éducation, de fourniture d'électricité, afin de limiter l'exode rural qui pourrait à son tour exacerber le problème de l'emploi, mais au contraire fournir des opportunités d'emploi même dans les zones rurales.

- (v) Les politiques visant à améliorer les revenus du travail pour les jeunes devraient se concentrer sur le soutien des secteurs suivants : production de cultures commerciales, industrie légère, construction, agroalimentaire, finances et assurances, et tourisme.

L'un des principaux obstacles à l'accès des jeunes et des femmes aux opportunités d'emploi est l'importance des fuites dans certains des secteurs identifiés. Par exemple, environ un tiers de la production potentielle résultant d'une demande supplémentaire de biens industriels et environ un cinquième de la production potentielle dans le secteur des services s'échappent de l'économie, ce qui entraîne l'exportation d'emplois. Cet obstacle pourrait être éliminé en soutenant la substitution des importations par des subventions aux entreprises qui utilisent des matières premières locales. Cela permettrait d'accroître la valeur ajoutée qui, par l'effet multiplicateur et les liens en amont et en aval, augmenterait les possibilités d'emploi pour les jeunes.

Recommandations pour le Kenya

Les résultats indiquent que l'agriculture, le commerce, le transport, la construction et l'éducation ont le plus fort potentiel de création d'emplois pour les jeunes. Les activités ayant un fort potentiel de création d'emplois sont l'élevage, la pêche, les légumes (horticulture), la production de riz, le textile et la production de chaussures.

À l'avenir, il est impératif que tous les secteurs de l'économie soient stimulés pour croître à un rythme plus élevé et durable afin de garantir la création d'emplois de qualité et productifs dans l'économie moderne. Il convient de mettre l'accent sur les efforts visant à aider les entreprises à éviter les défaillances de coordination en investissant rapidement dans des domaines tels que la formation, la technologie, l'éducation et le développement des infrastructures, en s'appuyant sur des institutions et des cadres réglementaires solides. Il serait donc important d'adopter une approche multisectorielle globale dans la stratégie de création d'emplois du pays. En effet, les activités économiques varient d'un comté à l'autre, d'où la nécessité de stimuler les activités pour lesquelles chaque comté et bloc économique possède un avantage comparatif, afin de garantir une création d'emplois durable pour les jeunes.

Recommandations pour le Sénégal

Les résultats de l'adoption des programmes gouvernementaux tels que : le programme de formation professionnelle complète en entreprise et en alternance dans un centre de formation (apprentissage), le programme de stage pédagogique dans les établissements d'enseignement privé (contrat de solidarité), le programme d'initiation à la vie professionnelle (stage d'adaptation), le programme de formation et d'orientation des personnes qualifiées pour la création d'entreprises (contrat de sous-traitance), ont augmenté les chances d'accès des jeunes hommes et femmes

à des emplois de qualité. Ceci plaide donc pour la poursuite des activités de la convention nationale Etat-employeur pour les jeunes hommes et femmes du Sénégal. Bien que ce travail ne confirme pas la performance des politiques de l'emploi au Sénégal, les résultats indiquent que, pour que les activités de la convention nationale État-employeur soient plus efficaces, l'offre de programmes d'appui à l'emploi doit répondre aux caractéristiques socio-économiques et sociodémographiques des jeunes afin de réduire la précarité de l'emploi et le niveau de sous-emploi, et de promouvoir la qualité de l'emploi et l'esprit d'entreprise.

Remarques

1. Les autres cultures de rente comprennent : Cacao, vanille, fleurs, coton, tabac agricole, tournesol, et autres cultures de rente.
2. L'agriculture est définie au sens large et comprend la production agricole et animale, la chasse et les services connexes, la sylviculture et l'exploitation forestière, la pêche et l'aquaculture.

Références

- Buddelmeyer, H. and E. Skoufias. 2004. An Evaluation of the Performance of Regression Discontinuity Design on PROGRESA. Washington, D.C.: The World Bank.
- Duflo, E. 2001. "Schooling and labor market consequences of school construction in Indonesia: Evidence from an unusual policy experiment". *American Economic Review*, 91: 795–813.
- Dumas, T.A., T.M. Diallo and F.K. Benjamin. 2022. "Youth employment and employability support programmes in Senegalese growth sectors". Paper presented at the AERC Growth Forum. African Economic Research Consortium, Nairobi, February. Forthcoming.
- ENES, 2017. Downloaded at, http://www.ansd.sn/ressources/publications/Rapport_ENES_TRIM3_2017.pdf
- European Commission. 2008. European Union Research in Economics. Growth, Employment and Competitiveness in a Knowledge Society. Luxembourg: Office for Official Publications of the European Communities. Doc. EUR 23474
- Gertler, P., M. Sebastian and V. Sigrid. 2008. "Child-mother provincial investment project plan Nacer". *World Bank Economic Review*, 16–33.
- Heckman, J.J. 1979. "Sample selection bias as a specification error". *Econometrica*, 47(1), 153–61.
- International Labour Organization (ILO). 2013. Global Employment Trends 2013. International Labour Office, Geneva. https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/---publ/documents/publication/wcms_202326.pdf
- International Labour Organization (ILO). 2015. Decent Work: A Quarterly Information Magazine on Decent work in West Africa, Volume 1, No.01 February 2015.
- International Labour Organization (ILO). 2017. Global Employment Trends for Youth 2017: Paths to a Better Working Future. Geneva, Switzerland: International Labour Organization.
- International Labour Organization (ILO). 2018. World Employment and Social Outlook: Trends 2018. Geneva: International Labour Office.
- Mutenyo, J., F. Buyinza, V.F. Ssenono and W. Asiimwe. 2022. "Work and income for young men and women in Africa: Case of Uganda". Paper presented at the AERC Growth Forum. African Economic Research Consortium, Nairobi, February. Forthcoming.
- Onsomu, E., B. Munga and B. Munene. 2022. "Employment creation potential for youth in growth sectors in the Kenyan economy". Paper presented at the AERC Growth Forum. African Economic Research Consortium, Nairobi, February. Forthcoming.
- Parra, C.J. and Q. Wodon. 2009. A Tool for the Analysis of Input-Output Tables and Social Accounting Matrices. Washington, D.C.: The World Bank.
- Plan D'Actions Prioritaires, (PAP). 2019-2023. Downloaded at, https://www.sentresor.org/app/uploads/pap2_pse.pdf

- Round, J. 2003. "Social accounting matrices and SAM-based multiplier analysis: The impact of economic policies on poverty and income distribution". *Evaluation techniques and tools*, 14: 261–76.
- The Guardian. 2013. "Uganda's unemployed graduates held back by skills gap", *The Guardian* (UK), January 16, 2014, <https://www.theguardian.com/global-4> pages
- The Guardian, 2013. "Global Youth Unemployment: a ticking time-bomb", <https://www.theguardian.com/global-development-professionals-network/2013/mar/26/global-youth-unemployment-ticking-time-bomb>.
- The Guardian. 2014. "Uganda's unemployed graduates held back by skills gap", *The Guardian* (UK), January 16, 2014, <https://www.theguardian.com/global-4> pages
- United Nations Development Programme (UNDP). 2015. "The world population prospects: 2015 revision". In D.O.E.A.S., ed., *Affairs*.
- United Nations Development Programme (UNDP). 2019. "World population prospects: The 2019 revision". Medium Variant. In UNP, ed., *Division*.
- United Nations Development Programme (UNDP). 2018. Human Development Indicators and Indices 2018: Statistical update Team downloaded at, https://hdr.undp.org/sites/default/files/2018_human_development_statistical_update.pdf
- Van Waeyenberge, E. and H. Bargawi. 2018. *Macroeconomic Policy-making, Growth and Employment in Uganda: Plus ça Change?* Geneva, Switzerland: International Labour Organization.



Mission

Renforcer les capacités des chercheurs locaux pour qu'ils soient en mesure de mener des recherches indépendantes et rigoureuses sur les problèmes auxquels est confrontée la gestion des économies d'Afrique subsaharienne. Cette mission repose sur deux prémisses fondamentales.

Le développement est plus susceptible de se produire quand il y a une gestion saine et soutenue de l'économie.

Une telle gestion est plus susceptible de se réaliser lorsqu'il existe une équipe active d'économistes experts basés sur place pour mener des recherches pertinentes pour les politiques.

www.aercafrica.org/fr

Pour en savoir plus :



www.facebook.com/aercafrica



www.instagram.com/aercafrica_official/



twitter.com/aercafrica



www.linkedin.com/school/aercafrica/

Contactez-nous :

Consortium pour la Recherche Économique en Afrique
African Economic Research Consortium

Consortium pour la Recherche Économique en Afrique
Middle East Bank Towers,

3rd Floor, Jakaya Kikwete Road

Nairobi 00200, Kenya

Tel: +254 (0) 20 273 4150

communications@ercafrica.org